
Municipales 2014 - Contribution de Ville & Banlieue

14 propositions pour 2014

Conférence de presse du 16/01/2014

PRESS-BOOK

Liste des articles et émissions au 22/01/2014

- 16/01/14** **AFP – Agence France Presse**
Les maires de banlieue ne veulent plus loger les pauvres
banlieue.blog.lemonde.fr - Tweet de Sylvie Zappi
Pour les municipales, Ville & Banlieue demande l'arrêt des plus pauvres vers la banlieue. Lien vers les 14 propositions
blog.cgirard.fr
14 propositions pour 2014 – contribution de Ville et Banlieue à la campagne des élections municipales
bondyblog.fr - Tweets de Rémi Hattinguais
suivi de la conférence de presse.
Lien vers les 14 propositions sur la page d'accueil du site
courrierdesmaires.fr
Les élus de Ville et Banlieue lancent leur campagne
FRANCE INTER
ITW de Renaud Gauquelin
lagazettedescommunes.com
Municipales: Ville et Banlieue veut donner de l'écho aux quartiers populaires
ouest-france.fr
Banlieue. Les maires ne veulent plus loger les plus pauvres
- 17/01/14** **ash.tm.fr / ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES**
Elections municipales : Ville et Banlieue présente sa contribution
elunet.org
Municipales : 14 propositions de Ville & Banlieue
finestia.fr
Les élus de Ville et Banlieue lancent leur campagne
LE PARISIEN et AUJOURD'HUI EN FRANCE
Brève - Les maires de banlieue défavorisées demandent qu'on arrête d'orienter les ménages les plus pauvres vers leurs territoires
- 18/01/14** **actus-france.fr**
Municipales : 14 propositions du maire de Courcouronnes pour la banlieue
LE PARISIEN 91
Municipales. ITW Stéphane Beaudet, maire de Courcouronnes et vice-président de l'association Ville&Banlieue qui vient d'émettre 14 propositions
- 20/01/14** **maisondeselus.fr**
« Faire du maire la cheville ouvrière de la politique de la Ville »
- 22/01/14** **stephanebeaudet.net**
Ville et Banlieue publie 14 propositions pour les élections municipales
ITW du Parisien 91 du 18/01/2014. Lien vers les 14 propositions
URBAPRESS
Ville et Banlieue : « Le maire au centre de la politique de la Ville »

Articles à paraître :

ACTUALITE HABITAT - Frédérique Xélot présente à la conférence de presse du 16/01/2014

LIBERATION - Alice Géraud présente à la conférence de presse du 16/01/2014

FEMME ACTUELLE : ITW de Renaud Gauquelin le 21/01/2014



16/01/2014

Les maires de banlieue ne veulent plus loger les plus pauvres / Paris (France)

Les maires de banlieues défavorisées demandent qu'on arrête d'orienter les ménages les plus pauvres vers leurs territoires, a indiqué jeudi leur association, Ville et banlieue, en présentant sa "contribution" à la campagne des municipales.

"Sauf avis contraire du maire, il faut interdire le droit au logement opposable (Dalo) dans les quartiers prioritaires, qui ghettoise un peu plus des quartiers déjà ségrégués", selon l'une des propositions de cette association transpartisane.

"On est favorable au processus Dalo mais il faut répartir les difficultés", a précisé à l'AFP le président de l'association, Renaud Gauquelin, maire socialiste de Rillieux-la-Pape (Rhône).

Une loi de 2007 a créé un droit au logement opposable (Dalo) en vertu duquel l'Etat doit trouver un toit aux ménages les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de se loger seuls.

Les préfets chargés de trouver des logements à ces publics les envoient souvent dans les banlieues sensibles *"car on a plus de logements sociaux",* a souligné M. Gauquelin, pour qui *"Il faut éviter de mettre les difficultés les plus grandes, là où elles sont déjà les plus grandes."*

Cet été, le ministre délégué à la Ville, François Lamy, avait, au nom de la mixité sociale, émis le même souhait mais aucune mesure en ce sens n'a encore été annoncée.

Par ailleurs, alors qu'un projet de loi prévoit de renforcer le rôle des intercommunalités dans la mise en œuvre de la politique de la Ville, l'association Ville et Banlieue plaide pour que les maires restent *"au centre du dispositif"*.

"Eux seuls sont en mesure de coordonner les actions portées par l'ensemble des acteurs sur leurs quartiers prioritaires", plaignent-ils dans leur document qui comporte également des propositions pour l'emploi, l'éducation, la santé, etc.

chp/pau/nm

tweet de Sylvie Zappi



sylvia zappi @sylviazappi · 16 janv.

Pour les municipales, Villes et banlieues demande l'arrêt de l'envoi des plus pauvres vers la banlieue: ville-et-banlieue.org/nos-propositio...

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

Blog de Christophe Girard, élu à Saint-Denis

Tweets

[Suivre](#)


20 Janv

ChristopheGirard
@cgirard93

En amont de l'édition 2014, 2 concerts gratuits du #Festival de #SaintDenis les 8 et 11 février dans les quartiers...
goo.gl/qBW7Ea



hajoura74

19 Janv

@hajoura74

costard sur mesure pour @MathieuHanotin par @plarent_pcf #onpc #saintdenis

Retweeté par ChristopheGirard
Étendre



Guy Tresallet

19 Janv

@guytresallet

Beau portrait de M Hanotin

« Communiqué de presse du collectif « non à la – Pierre Laurent parle de Saint-Denis à On n'est pas »

14 propositions pour 2014 - Contribution de Ville & Banlieue à la campagne des élections municipales

Par Christophe Girard le jeudi 16 janvier 2014, 16:07 – [Lien permanent](#)

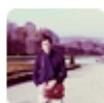
[municipale](#) [politique de la Ville](#)

L'association des Maires de Ville & Banlieue a donné ce matin une conférence de presse afin de présenter notre contribution à la campagne municipale. Il s'agit de points qui font consensus parmi l'ensemble de élus membres de l'association, de l'UMP au PCF. A la tribune, aux côtés du président de l'association, Renaud Gauquelin (PS) nous avons, avec Philippe Rio (PCF) et Stéphane Beaudet (UMP) nous avons insisté sur la nécessité de mobilisation du droit commun, du renforcement de la participation des habitants et le maintien du Maire comme pivot de toute les politiques territoriales mises en oeuvre. J'ai par ailleurs souligné l'aberration de la loi sur le Grand Paris qui aurait la compétence de la politique de la ville dès 2016 alors que la contractualisation des futurs contrats de ville se fera avec les intercommunalités et les villes dès 2014. J'ai par ailleurs pointé le manque de moyens dont disposent les villes en croissance démographique et rappelé le besoin que l'Etat soutienne les villes bâtisseuses : Saint-Denis construit un groupe scolaire par an, soit 15 à 20 millions d'euros d'investissement, sans aide particulière ; ces sommes manquent ensuite pour construire une piscine ou améliorer les bâtiment communaux anciens.

Voici les 14 propositions de Ville & banlieue :

Twets de Rémi Hattanguais pendant la conférence de presse

(1/4)

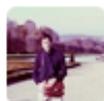


Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Diversité : parfois résistance des sections militantes, habitués à être sur les listes, rechigne à faire de la place à de nouvelles têtes.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

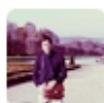


Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Dernière question sur l'ouverture des listes à la diversité : parfois, les habitants reprochent aux élus.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Participation des habitants, c'est aussi vote des étrangers, revenir dans le droit commun, insiste @prio91350, maire de Grigny

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

A Grigny : démocratie locale passe aussi par démocratie locative, représentant des locataires

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Avis des habitants : prend du temps, difficilement formulables.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Sur démocratie participative : plusieurs ennemis. Débat monopolisé par certains. Ville et Banlieue veut des formations pour citoyens-acteurs

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Zone d'éducation prioritaire en banlieue de Lyon : 32 élèves par classe de maternelle contre 26 maximum dans la loi.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattanguais @hattanguais · 16 janv.

Péréquation : villes les plus riches financent villes les plus pauvres. #définition

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Maire au dernier maillon de la chaîne : quand Etat puis collectivités baissent leurs subventions, difficile de tenir les objectifs.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

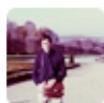


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Vote des étrangers : Ville et Banlieue était pour, toutes tendances confondues.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

La co-construction de la politique de la ville peut être un moyen de ramener les citoyens vers les urnes. Pourtant, pas de co-décision...

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Ville et banlieue : motif du baisse du vote dans les banlieues : désocialisation d'après une étude. ville-et-banlieue.org/wp-content/upl...

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

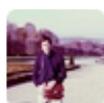


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

C'est pourquoi les propositions de Ville et Banlieue s'adressent à l'Etat.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

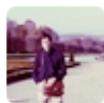


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

@beaudetstephane ne croit pas au désamour des maires. En politique de la ville, les actions des maires sont assez trans-partisanes.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Que peut faire un maire concrètement ? Rendre disponible des locaux, financer les missions locales, mais il ne peut remplacer l'Etat.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

@DrSebeich Il me semble oui.

💬 Afficher la conversation

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

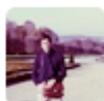


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Situation dans les banlieues tient aussi à la formation des médecins généralistes, aussi longue que spécialistes. Baisse de vocations.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Pour attirer un médecin du travail, le maire de Courcouronnes a dû mutualiser au niveau de l'agglomération pour doubler le salaire proposé

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Les problèmes de santé en banlieue ont des conséquences éducatives. Un petit qui décroche, c'est peut être dû à sa vue qu'il ne soigne pas.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

A Saint-Denis, il n'y a qu'un médecin scolaire pour 42 écoles.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

En cas de suppression des départements dans le cadre d'une grande métropole, qui héritent de leurs politiques sociales ? Débat en cours

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

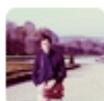


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

En vue des municipales, l'association lance 14 propositions.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus

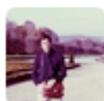


Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Présents: Philippe Rio, Maire PCF de Grigny dans l'Essonne, Stéphane Beudet, maire UMP de Courcouronnes dans l'Essonne.

Ouvrir

↳ Répondre ↻ Retweeter ★ Favori ... Plus



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.

Début de la conférence de presse de Ville et banlieue.

pic.twitter.com/M64nmyCcYV



Rémi Hattinguais @hattinguais · 16 janv.
Début de la conférence de presse de Ville et banlieue.
pic.twitter.com/M64nmyCcYV



Ouvrir

Répondre Retweeter Favori Plus

MUNICIPALES 2014

<http://www.courrierdesmaires.fr/29500/les-elus-ville-et-banlieue-lancent-leur-campagne/>

Les élus de Ville & Banlieue lancent leur campagne



L'association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF) fait 14 propositions aux candidats aux municipales pour mieux intégrer la politique de la ville dans leur programme. Et salue l'orientation prise par le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, adoptée le 15 janvier au Sénat.

Les élus de l'AMVBF se sont réjouis, lors d'une conférence de presse, le 16 janvier, de l'adoption par le Sénat le 15 janvier du projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, présenté par le ministre de la Ville François Lamy (le texte devrait être définitivement adopté début février à l'issue d'une commission mixte paritaire). Ils ont présenté « 14 propositions pour 2014 – contribution de Ville & Banlieue à la campagne des élections municipales ».

Plusieurs points satisfont particulièrement l'association :

- la retenue du critère unique pour la redéfinition des quartiers prioritaires ;
- la place centrale des maires dans le dispositif ;
- la méthode de coconstruction des futures politiques de la ville avec les habitants ;
- la mobilisation du droit commun pour les quartiers prioritaires.

Rôle central des maires Les maires seront un véritable « levier » vis-à-vis des présidents d'intercommunalités quant au « diagnostic » qu'ils pourront établir de leurs territoires, a souligné le président de l'association Renaud Gauquelin, maire PS de Rillieux-la-Pape (lire par ailleurs notre entretien).

Dans le contexte d'évolution importante des territoires eu égard à l'adoption du premier volet de l'acte III de la décentralisation (loi Mapam), cette place est « importante, notamment pour assurer la pérennité d'un contrat de ville, a estimé pour sa part Stéphane Beudet, maire de Courcouronnes (Essonne). On aurait pu penser que les pouvoirs du maire pouvaient s'affaiblir avec la création des métropoles et l'imbrication entre la loi Mapam et le projet de loi sur la politique de la ville. Mais il faudra rester vigilant ».

Les maires de banlieue craignent, en effet, que leur voix soit peu audible dans les agglomérations et les métropoles. « Le pouvoir des maires peut s'étioler dans les métropoles les plus grandes », craint

Stéphane Beaudet. L'AMVBF revendique donc pour les maires d'être les seuls à coordonner les actions portées par l'ensemble des acteurs dans les quartiers prioritaires. Quant à la gouvernance des futurs contrats de ville, « elle devra être pilotée par les maires dans le cadre d'une stratégie concertée à l'échelle intercommunale », affirme l'une des propositions du programme de l'association.

Coconstruction avec les habitants La coconstruction de la politique de la ville avec les habitants est une autre grande avancée qui plaît à l'association. « Les esprits ont évolué. La prise en compte de la participation des habitants est fondamentale » pour réussir une politique de la ville a pointé Christophe Girard (Parti de gauche), maire adjoint de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Le retour dans le droit commun, la restauration de l'égalité entre les territoires en actant dans la loi l'existence de discriminations territoriales, ou encore l'égalité entre les agences Anru et Acsé marque « un retour à une forme de sagesse », a noté Philippe Rio (PCF), maire de Grigny (Essonne). Mais il faudrait articuler aussi, selon lui, le projet de loi sur la politique de la ville avec le projet de loi Alur, notamment sur les propriétés dégradées, le mal-logement étant un grand sujet de préoccupation de ces territoires de banlieues.

Trouver les réponses aux urgences Les évolutions institutionnelles, notamment avec la création des métropoles, les réalités quotidiennes de ces territoires (désertification médicale, concurrence entre territoires pour attirer du personnel médical, enseignant, réponses à trouver aux urgences sociales...) font des maires de villes de banlieues des élus « extrêmement sollicités ».

« Nous n'arrivons pas à répondre, ce qui provoque un certain désenchantement, a reconnu Christophe Girard. Le maire n'est pas tout puissant. Il faudrait donner une prime aux maires bâtisseurs qui jouent le jeu de la résorption des problèmes de logements. »

« Dans les quartiers, nous faisons souvent du rustinage, a confirmé Stéphane Beaudet. Les maires de tout bord sont confrontés aux mêmes problèmes. »

Demande forte de la part des élus de l'AMVBF : « Interdire le droit au logement opposable (DALO) dans les quartiers prioritaires », sauf avis contraire du maire.

L'association fait donc 14 propositions pour mieux prendre en compte la politique de la ville dans les programmes des candidats aux municipales sur les questions :

- de solidarité (entre les quartiers, mobilisation du droit commun) ;
- de démocratie (maire cheville ouvrière de la politique de la ville, reconnaissance citoyenne des quartiers, soutien aux associations) ;
- de logement (rééquilibrage de l'habitat au sein des agglomérations, lutte contre la précarité énergétique) ;
- de développement et d'emploi ;
- d'éducation (lutte contre le décrochage scolaire) ;
- de santé (soutien à la médecine de ville et politique de prévention) ;
- de culture et de sport.

par Bénédicte Rallu

**16/01/14**

<http://www.lagazettedescommunes.com/216349/municipales-villebanlieue-veut-donner-de-lecho-a-ux-quartiers-populaires/>

Alors qu'une nouvelle politique de la ville récemment adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat doit voir le jour après les élections municipales de mars 2014, l'association d'élus "Ville&Banlieue" a présenté ses quatorze propositions, jeudi 16 janvier à Paris. Leurs principales préoccupations résident dans le partage des rôles entre maires et présidents d'intercommunalité, ainsi que sur la mobilisation effective du droit commun des ministères et des collectivités territoriales en période de tension budgétaire.

La réforme de la politique de la ville a beau prévoir une ouverture de cette discrimination positive territoriale aux territoires périurbains et ruraux, les banlieues veulent continuer à se faire entendre. A deux mois des élections municipales et intercommunales de 2014, les 130 maires de l'association d'élus locaux Ville & Banlieue ont émis 14 propositions allant dans ce sens.

Qu'il s'agisse de solidarité financière, de logement, d'emploi ou de santé, leur message s'adresse davantage à la sphère nationale et à leurs partenaires qu'à leurs homologues de terrain. C'était déjà le cas en ce qui concerne leurs 120 propositions formulées à la veille de la présidentielle 2012.

Association influente - A l'époque, ils avaient été partiellement entendus, notamment par le ministre délégué à la Ville François Lamy également auteur du projet de loi voté par l'Assemblée nationale et récemment par le Sénat, qui a par exemple augmenté la péréquation envers ces territoires dans un contexte de baisse des dotations aux collectivités.

Réclamant cette fois-ci que les villes et administrations de banlieues soient exemptées de la contribution locale au redressement national appelé de ses vœux par le président François Hollande, le patron de ce réseau d'élus Renaud Gauquelin a ainsi prévenu qu'il serait vigilant sur la mobilisation du droit commun en faveur des futurs quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Limites de l'action municipale - « Nous pouvons faire du lobbying à l'échelle intercommunale pour partager l'effort de logements sociaux, nous pouvons pallier les difficultés de l'Etat local en finançant des missions locales ou en fournissant des locaux pour l'orientation ou la médecine scolaire, mais il nous est impossible de répondre au manque de fonctionnaires » a averti celui qui est également maire (PS) de Rillieux-le-Pape (Rhône).

Son vice-président, le maire (UMP) de Courcouronnes (Essonne) Stéphane Beaudet ne dit pas autre chose : « Nous faisons du colmatage et posons des rustines, mais les maires en exercice comme les candidats ne peuvent tout réinventer seuls. » Même son de cloche, également, chez les deux élus communistes également présents jeudi 16 janvier, le maire (PCF) de Grigny (Essonne) Philippe Rio et l'adjoint au maire (PG) de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) Christophe Girard. Tous ont dans le collimateur la réforme territoriale à venir, tous craignent de ne pas avoir les moyens d'assurer les objectifs qui seront fixés dans les contrats de villes signés pour six ans à partir de 2014.

Quid de la Mapap ? - « L'imbrication des projets de loi Métropoles (Mapam) et de la Politique de la ville nous amène à rester vigilant. Alors que la compétence doit être transférée vers les intercommunalités, celles-ci seront affaiblies par la création des métropoles dans les plus grosses aires urbaines concentrant les quartiers politique de la ville » résume Stéphane Beudet. En guise d'illustration, il prend l'exemple du Grand Paris qui doit réunir 7 millions d'habitants à partir du 1^{er} janvier 2016. « La métropole récupèrera les compétences des intercommunalités franciliennes, puis subdélèguera la politique de la ville aux conseils de territoires nouvellement créés sur les vestiges des intercos, qui devra alors articuler son action avec les maires : c'est ubuesque ! »

« C'est encore plus vrai pour le Grand Lyon, qui doit voir le jour en 2015 » fait valoir Renaud Gauquelin, dont la plus grosse préoccupation réside dans le partage des rôles entre communes et intercommunalités. « Les maires doivent non seulement participer à l'élaboration de la stratégie d'agglomération en matière de politique de la ville, mais être au cœur du dispositif et que les partenaires contractualisent, ensuite, autour de lui. »

Les 14 propositions de Ville & Banlieue

1. **Solidarité** : la future dotation politique de la ville (DPV) doit être versée directement aux communes et non aux intercommunalités, ou alors seulement sous réserve de leur accord.
2. **Mobiliser le droit commun** de l'Etat et de toutes les collectivités locales, à travers l'ensemble de leurs politiques publiques qui doivent toutes prendre en compte la priorité des quartiers.
3. **La gouvernance des contrats** doit être assurée et pilotée par les maires, dans le cadre d'une stratégie en matière de la politique concertée à l'échelle intercommunale et à laquelle ils auront participé.
4. Les outils (formations, droit de saisine, etc...) doivent être offerts aux **habitants** pour qu'ils puissent être associés le plus en amont possible à la définition du projet urbain et tout au long des processus de rénovation urbaine.
5. Les contrats de villes devront mieux accompagner et soutenir dans la durée **les associations**, et veiller à ce que leurs charges administratives ne soient pas alourdies.
6. **Faire respecter la loi SRU** et l'obligation de mixité par l'habitat ; interdire le droit au logement opposable (DALO) dans les quartiers prioritaires, sauf avis contraire du maire.
7. Généraliser les actions de sensibilisation contre **la précarité énergétique** auprès des habitants, étendre les tarifs sociaux accordés en cas de travaux aux ménages en difficultés financière.
8. Au-delà du prolongement des zones franches urbaines jusqu'en 2016, **soutenir les missions locales** pour mieux accompagner les demandeurs d'emplois et développer les emplois aidés.
9. **Expérimenter dans les établissements classés en zone d'éducation prioritaire (ZEP)** le maître unique, de la grande section au CE1, concentrer les plans de réussite éducative (PRE) sur la tranche des 5/8ans et déployer le dispositif anti-décrochage scolaire à ce niveau précoce.
10. **Renforcer l'apprentissage de la langue française** pour les enfants et leurs familles, à l'école et hors l'école ; développer le bilinguisme puis le multilinguisme dès le primaire et le collège.
11. **Mobiliser les agences régionales de santé (ARS)** pour restaurer un service médical et lutter contre la désertification médicale ; favoriser l'installation des praticiens de secteur 1 (généralistes, dentistes, ophtalmologistes, gynécologues, pédiatres) aujourd'hui déficitaires.
12. **Développer la prévention primaire éducative et sanitaire** ; assurer une stabilité et soutenir les travailleurs sociaux et les associations.
13. **Renforcer la médiation culturelle** pour sensibiliser davantage les populations éloignées de la culture ; développer les résidences d'artistes au cœur des quartiers.
14. Rendre obligatoire le volet **Sport** dans les contrats de ville ; développer des stratégies en faveur du sport féminin ainsi que réserver des créneaux aux pratiques familiales.

Banlieue. Les maires ne veulent plus loger les plus pauvres

France - 16 Janvier -  1



Les maires de banlieues défavorisées demandent qu'on arrête d'orienter les ménages les plus pauvres principalement vers leurs territoires.

Par la voix de leur association, Ville et Banlieue, les maires de banlieues, en présentant leur **"contribution"** à la campagne des municipales, demandent que l'on arrête de loger les ménages économiquement les plus fragiles dans leurs territoires.

"Sauf avis contraire du maire, il faut interdire le droit au logement opposable (Dalo) dans les quartiers prioritaires, qui ghettoïse un peu plus des quartiers déjà ségrégués", selon l'une des propositions de cette association transpartisane.

"On est favorable au processus Dalo mais il faut répartir les difficultés", a précisé le président de l'association, Renaud Gauquelin, maire socialiste de Rillieux-la-Pape (Rhône).

Voeu pieux ?

Une loi de 2007 a créé un droit au logement opposable (Dalo) en vertu duquel l'Etat doit trouver un toit aux ménages les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de se loger seuls.

Les préfets chargés de trouver des logements à ces publics les envoient souvent dans les banlieues sensibles **"car on a plus de logements sociaux"**, a souligné M. Gauquelin, pour qui **"Il faut éviter de mettre les difficultés les plus grandes, là où elles sont déjà les plus grandes."**

Cet été, le ministre délégué à la Ville, François Lamy, avait, au nom de la mixité sociale, émis le même souhait mais aucune mesure en ce sens n'a encore été annoncée.

D'autres propositions

Par ailleurs, alors qu'un projet de loi prévoit de renforcer le rôle des intercommunalités dans la mise en oeuvre de la politique de la Ville, l'association Ville et Banlieue plaide pour que les maires restent **"au centre du dispositif"**. **"Eux seuls sont en mesure de coordonner les actions portées par l'ensemble des acteurs sur leurs quartiers prioritaires"**, plaident-ils dans leur document qui comporte également des propositions pour l'emploi, l'éducation, la santé, etc.

actualités sociales hebdomadaires

ASH

L'action sociale au quotidien

Accueil
Actualités
Elections municipales : Ville et banlieue présente sa contribution

POLITIQUE DE LA VILLE | 17/01/2014

Elections municipales : Ville et banlieue présente sa contribution

Solidarité, démocratie, logement, développement et emploi, éducation, santé, culture, sport : c'est autour de ces huit thématiques que Ville et banlieue a présenté jeudi 16 janvier sa contribution à la campagne des élections municipales dans un texte qui recense 14 propositions.

Article rédigé par **Emmanuelle Chaudleu**

ACCÈS RÉSERVÉ AUX ABONNÉS
Pour accéder aux actualités des ASH, vous devez être abonné à la revue et vous identifier dans le pavé en haut à droite.

Fil d'actualités

22/01/2014 - Le baromètre du 115 de la FNARS témoigne d'une dégradation sociale persistante

21/01/2014 - Asile : la CNDA a rendu 38 540 décisions en 2013, soit 1 200 de plus qu'en 2012

21/01/2014 - Cécile Duflot maintient l'objectif "ambitieux" de 500 000 logements par an dont 150 000 sociaux

ASH



Le leader de l'information sociale et sanitaire et sociale depuis plus de 50 ans.

- Sommaire du n° 2843 - 17 janvier 2014
- En savoir plus
- S'abonner
- Archives
- Numéros juridiques

Guide ASH de l'Action sociale



Une véritable bible rédigée par des spécialistes du droit de l'aide et de l'action sociales. Tous les dispositifs, tous les publics et tout le droit de la famille à portée de main.

- En savoir plus
- S'abonner

article ci-dessous

Politique de la ville

Elections municipales : Ville et banlieue présente sa contribution

- Par Emmanuelle Chaudieu - 17/01/2014

Solidarité, démocratie, logement, développement et emploi, éducation, santé, culture, sport :

c'est autour de ces huit thématiques que l'association des maires "Ville et banlieue" de France a présenté jeudi 16 janvier sa contribution à la campagne des élections municipales.

Dans ce texte qui recense 14 propositions, l'association plaide en premier lieu **"pour une solidarité universelle avec les quartiers prioritaires"** et juge dans ce cadre nécessaire d'accentuer **"la progression de la péréquation"** en augmentant la dotation de solidarité urbaine (DSU) cible et en créant **une dotation politique de la fille (DPV) qui serait "réservée aux quartiers prioritaires et versée directement aux communes qui les abritent"**.

Mobiliser le droit commun

Ville et banlieue appelle également à ce que les moyens de droit commun des intercommunalités soient plus fortement mobilisés à destination des quartiers prioritaires, tandis que **la dotation de solidarité communautaire (DSC) "doit être fléchée vers les communes comportant des quartiers prioritaires et être proportionnelle aux besoins de leurs habitants"**.

L'association propose par ailleurs de **"mobiliser le droit commun"** en faveur des quartiers prioritaires, qui ne doivent pas relever de la seule politique de la ville mais de l'ensemble des politiques publiques, et ceci **"dans tous les secteurs clés"** (éducation, emploi, santé, prévention et sécurité, justice...) et **"dans toutes les stratégies territoriales"** (contrats de plan, contrats de territoires, documents de planification).

Gouvernance pilotée par les maires

Sur le plan de la démocratie locale, **"non seulement, les maires doivent participer à l'élaboration de la stratégie d'agglomération en matière de politique de la ville, mais eux seuls sont en mesure de coordonner les actions portées par l'ensemble des acteurs sur leurs quartiers prioritaires"**, argumente Ville et banlieue. **"C'est pourquoi nous souhaitons que la gouvernance des contrats continue d'être pilotée par les maires dans le cadre d'une stratégie concertée à l'échelle intercommunale"**.

L'association demande également de renforcer les moyens de participation des habitants (formations, droit de saisine et d'initiative, outils de concertations...) afin qu'ils soient véritablement **"co-producteurs"** des projets urbains et de **"conforter"** la place des associations dans les prochains contrats de ville.

Mixité de l'habitat

Dans le domaine du logement, Ville et banlieue propose de **"rééquilibrer l'habitat au sein des agglomérations"** en mobilisant l'ensemble des communes des EPCI soumises à l'article 55 de la loi SRU **"pour faire respecter cette obligation de mixité par l'habitat"** et, **"sauf avis contraire du maire", interdire**

le droit au logement opposable (DALO) dans les quartiers prioritaires afin ne pas les "ghettoïser un peu plus".

Elle demande également, afin d'accentuer la lutte contre la précarité énergétique, la mise en place d'actions de sensibilisation/prévention auprès des habitants, des aides aux travaux et une extension des tarifs sociaux accordés aux ménages en difficulté financière.

Sur le plan économique, **les zones franches urbaines (ZFU) "ne suffiront pas à réduire le chômage dans nos quartiers"**, relève Ville et Banlieue, pour qui il est nécessaire de *"développer les emplois aidés au bénéfice prioritaire des jeunes et des personnes les plus éloignées de l'emploi dans ces quartiers"* en s'appuyant plus fortement sur les dispositifs des emplois d'avenir et des emplois francs.

Soutenir les travailleurs sociaux

Il faut enfin "un dispositif global simplifié d'accompagnement des demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, qui combine formation initiale et continue, accès à un logement, permis de conduire, achat d'un véhicule, garde d'enfants..." et que les agglomérations soient *"en première ligne"* dans cet accompagnement.

En matière d'éducation, Ville et banlieue demande *"plus de moyens pour les moments-clés"*, notamment en **renforçant le cycle des apprentissages fondamentaux dans les secteurs urbains les plus défavorisés**, *"le décrochage scolaire [venant] souvent directement de cette période"*.

Elle propose aussi d'expérimenter *"le maître unique de la grande section au CE1"* dans les quartiers en ZEP (futurs "REP" d'après la **réforme présentée jeudi 16 janvier** par le ministre de l'Education) et de *"déployer le dispositif anti-décrochage aussi à ce niveau précoce"*.

Dans le champ sanitaire, *"toutes les formules doivent être explorées"* pour faire revenir la médecine de ville dans les quartiers et il faut **"redonner sa place à une politique de prévention ambitieuse et globalisée"** en développant la prévention primaire éducative et sanitaire, l'encadrement socio-éducatif, le soutien à la parentalité et la santé mentale et en confortant les métiers et les effectifs de la médiation, en soutenant les travailleurs sociaux et les associations en leur assurant une stabilité.

14 propositions pour 2014 - Contribution de Ville & banlieue à la campagne des élections municipales présentée le 16 janvier 2014.

Accueil > Elunet > Actualités > CIDEFIL > Cidefil 17 janvier 2014
 Cidefil 17 janvier 2014

Participez...

>> Envoyer un point de vue, publier vos informations, proposer une formation, annoncer un évènement...

> ATOUT CITOYEN
 La coopérative des municipales de 2014



EN SAVOIR PLUS SUR CE PROJET

> VOTATION

Mobilisation citoyenne pour le droit de vote de tous les étrangers



L'ANECR est

Municipales : 14 propositions de Ville & Banlieue

vendredi 17 janvier 2014

A deux mois du premier tour des élections municipales, Ville & Banlieue apporte sa contribution à la campagne en publiant sur son site ses 14 propositions.

- ▶ Proposition 1 : POUR UNE SOLIDARITE UNIVERSELLE AVEC LES QUARTIERS PRIORITAIRES
- ▶ Proposition 2 : MOBILISER LE DROIT COMMUN DE L'ETAT ET DE TOUTES LES COLLECTIVITES LOCALES
- ▶ Proposition 3 : LE MAIRE, CHEVILLE OUVRIERE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
- ▶ Proposition 4 : POUR UNE RENAISSANCE CITOYENNE DES QUARTIERS, DES HABITANTS COPRODUCTEURS DE LEUR VILLE
- ▶ Proposition 5 : CONFORTER L'ACTION ASSOCIATIVE
- ▶ Proposition 6 : REEQUILIBRER L'HABITAT AU SEIN DES AGGLOMERATIONS
- ▶ Proposition 7 : ACCENTUER LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE
- ▶ Proposition 8 : AIDER LES PERSONNES ET LES QUARTIERS VULNERABLES A RETROUVER LE CHEMIN DE L'EMPLOI
- ▶ Proposition 9 : APPRENTISSAGES FONDAMENTAUX ET RISQUES DE DECROCHAGE : PLUS DE MOYENS POUR LES MOMENTS-CLES
- ▶ Proposition 10 : UNE POLITIQUE DE LA LANGUE POUR UNE CITOYENNETE ELARGIE
- ▶ Proposition 11 : FAIRE REVENIR LA MEDECINE DE VILLE DANS LES QUARTIERS
- ▶ Proposition 12 : REDONNER SA PLACE A UNE POLITIQUE DE PREVENTION AMBITIEUSE ET GLOBALISEE
- ▶ Proposition 13 : MEDIATION, ARTISTES EN RESIDENCE, CONSEILS LOCAUX... POUR UNE CULTURE QUI RAPPROCHE ET QUI FEDERE
- ▶ Proposition 14 : EDUCATION PAR LE SPORT, SPORT FEMININ, SPORT SANTE... POUR UNE APPROCHE SOCIALE ET CITOYENNE DU SPORT

Télécharger les propositions détaillées de Ville & Banlieue



Accueil > Les élus de Ville & Banlieue lancent leur campagne

Les élus de Ville & Banlieue lancent leur campagne

L'association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF) fait 14 propositions aux candidats aux municipales pour mieux intégrer la politique de la ville dans leur programme. Et salue l'orientation prise par le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, adoptée le 15 janvier au Sénat. Cet article Les élus de Ville & Banlieue lancent leur campagne est apparu en premier sur [Courier des maires....](#)

Publié par: [Courier des Maires](#) - Il y a 6 jours

[Lire la suite...](#)

lien avec l'article du [courrierdesmaires.fr](#)

Rubrique SOCIETE EXPRESS

Les maires de banlieue défavorisées

demandent qu'on arrête d'orienter les ménages les plus pauvres vers leurs territoires, a indiqué jeudi leur association, Ville et banlieue, en présentant sa « contribution » à la campagne des municipales. Sous prétexte qu'« on a plus de logements sociaux », cela « ghettoïse un peu plus les quartiers déjà ségrégués » a souligné le président de l'association, M. Gauquelin, maire socialiste de Rillieux-la-Pape (Rhône).

http://www.actus-france.fr/region/ile-de-france/-municipales-les-14-propositions-du-maire-de-courcouronnes-pour-la-banlieue_a851803

Municipales : les 14 propositions du maire de Courcouronnes pour la banlieue

Ils récidivent. Après leurs 120 propositions transmises aux candidats à l'élection présidentielle de 2012, les maires de l'association Ville & Banlieue viennent d'éditer leurs propositions pour les municipales. Quatorze pistes de réflexion sur le droit...



.....suite lien vers leparisien.fr

Essonne

Le Parisien / Samedi 18 janvier 2014

IV

Municipales

Francis Chouat, son successeur à la mairie, la conduira
Manuel Valls, numéro 3
 sur la liste PS à **Evry**

« **A**bandonner Evry, ça aurait été une déchirure. » Sans surprise, l'ancien maire (PS) d'Evry, Manuel Valls, qui a passé la main à Francis Chouat en accédant au ministère de l'Intérieur, a confirmé sa présence sur la liste que conduira ce dernier pour les municipales de mars. Manuel Valls en occupe officiellement la 3^e place, après avoir tenu les rênes de la ville pendant onze ans.

Comme ses 44 autres colistiers, il était présent hier soir au gymnase Jean-Louis-Moulin à Evry pour le meeting de campagne qu'a donné jusque tard dans la soirée Francis Chouat. Fanfare et vidéos d'habitants ont précédé les discours des élus. « Ce soir, c'est notre avenir que nous écrivons », a lancé le maire d'Evry à la tribune, saluant son « ami » Manuel Valls devant un public de 400 personnes.

F.M.



Evry, hier. Après avoir dirigé la ville pendant onze ans, Manuel Valls (à gauche) écoute attentivement le discours de Francis Chouat, qui lui a succédé dans le fauteuil de maire.

ÉCHOS DE CAMPAGNE

A Palaiseau, les Verts fâchés... contre les Verts

Incident diplomatique chez les Verts, hier, suite à la cérémonie des vœux de Claire Robillard (PS), la maire de Palaiseau, qui se sont tenus la veille. Cette dernière recevait en invité d'honneur le ministre délégué à la Ville et ancien maire de Palaiseau, François Lamy (PS), mais aussi Cécile Duflo (EELV), ministre du Logement et de l'Égalité des territoires, ainsi que le Sénateur Jean-Vincent Placé (EELV), les deux leaders des Verts. Un soutien resté en travers de la gorge des Verts locaux. Quelle

surprise amusée devant l'aréopage de notre ministre EELV du Logement Cécile, et président du groupe EELV au Sénat Jean-Vincent, venus soutenir les élus PS dans leur campagne municipale contre leurs propres militants EELV de Palaiseau qui ont voté à l'unanimité le choix d'une liste autonome ! », s'indignent les intéressés, ne cachant pas leurs désaccords avec Claire Robillard, notamment concernant l'aménagement du plateau de Saclay. Ils inaugurent d'ailleurs leur local de campagne demain à 11 heures, 13, rue du docteur Morère.

Philippe Hamon candidat à Longpont

Conseiller municipal d'opposition, Philippe Hamon (UDI) se lance face à la maire sortante Delphine Antonetti (DVG). Habitant de Longpont-sur-Orge

depuis vingt-deux ans, il mène la liste des élus d'opposition soutenue par l'UMP, qu'il veut « d'union et de rassemblement » à droite et au centre.

A Sainte-Geneviève, les vœux de l'UDI Olivier Léonhardt

Le maire (PS) de Sainte-Geneviève-des-Bois, Olivier Léonhardt, a présenté ses vœux à la population samedi. Son opposant de l'union de la droite Jean Pouch (UDI) va tenir aussi une cérémonie de

vœux vendredi, à partir de 20 heures, dans son local de campagne situé au 19 bis rue des Églantiers. L'occasion aussi de lever le voile sur une partie de son programme pour les municipales.

« Tout le monde doit mettre les mains dans le cambouis »

INTERVIEW Stéphane Beudet, maire (UMP) de Courcouronnes et vice-président de l'association Ville & Banlieue qui vient d'émettre 14 propositions pour les municipales.



Ville & Banlieue demande notamment davantage d'aides pour faire fonctionner les structures et les projets, comme le *busing*. Ce système de bus pour emmener les enfants des quartiers défavorisés vers les secteurs pavillonnaires a été mis en place pendant trois ans, entre 2009 et 2011, par la commune de Courcouronnes, dirigée par Stéphane Beudet (à gauche).

Is récidivent. Après leurs 120 propositions transmises aux candidats à l'élection présidentielle de 2012, les maires de l'association Ville & Banlieue viennent d'émettre leurs propositions pour les municipales. Quatorze pistes de réflexion sur le droit commun, la santé, le sport, la culture, le droit au logement qui visent à « réduire les inégalités entre les territoires », explique Stéphane Beudet le maire (UMP) de Courcouronnes et vice-président de l'association Ville & Banlieue, qui a participé à l'élaboration du programme avec son homologue communiste de Grigny, Philippe Rio.

Qu'ont de commun les 14 propositions pour la banlieue que vous avez présentées jeudi ?
STÉPHANE BEUDET. De ne pas défendre un pré-carré mais d'intégrer nos banlieues dans un projet global de territoire, à l'aube de l'élaboration des nouveaux contrats de ville par le ministre François Lamy. On y réaffirme qu'il faut réduire les inégalités de territoire et aborde la question de la langue, de la place du maire, de la nécessité de donner la priorité aux questions d'éducation ou de santé. Tous les maires de quartier populaire sont confrontés à la désertification médicale. Or, à Courcouronnes, pour mon projet de maison de santé, je ne bénéficie de quasiment aucune aide. Cherchez l'erreur.

Vous les cosignez avec le maire communiste de Grigny. La banlieue dépasse les clivages politiques ?

SB. Tout le monde doit mettre les mains dans le cambouis. Avec Philippe Rio, on rencontre les mêmes difficultés. Alors, oui on a des divergences politiques, mais quand on parle éducation, culture, emploi, on a le même langage.

Vous voulez faire des habitants des « coproducteurs » de leur ville (proposition 4).

De quelle manière ?
SB. En changeant les règles de concertation. Aujourd'hui, on sent que les habitants se sentent de moins en moins concernés par des

projets qui pourtant les touchent au premier plan. Il faut les remettre au cœur en s'adaptant à eux. Dans ma ville, il y a un quartier qui s'appelle le Canal. Si j'envoie un tract sur un projet, personne ne le lira. Si j'organise une réunion publique, il y aura quatre personnes car il s'agit d'un quartier de culture orale. Alors, si on doit expliquer un chantier, on plante un barnum devant un immeuble de midi à 20 heures et on parle aux habitants, on monte une expo photo devant chez eux. Il faut être pragmatique.

Vous demandez une augmentation des fonds de solidarité. Pourtant, ceux de Grigny ont été renforcés cette année, les vôtres maintenus...

SB. Je ne dis pas que nous sommes abandonnés. Pour la rénovation urbaine, nous avons à Courcouronnes bénéficié de 70 M€ de l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru). Mais si nous avons des aides pour les investissements, celles dédiées au fonctionnement sont minimes. Construire une crèche, ce n'est pas compliqué... mais la faire fonctionner, c'est le parcours du com-

battant. Je faisais partie des six villes qui, en France, avaient mis en place le *busing* (des bus emmenant des enfants des quartiers défavorisés vers les écoles du centre, NDLR). La première année, j'ai eu 120 000 € de subvention, la deuxième, 90 000 €, la troisième, 60 000 ! Il y a aussi un gros décalage entre les aides versées par l'Etat, liées aux chiffres Insee qui à Courcouronnes, comme à Grigny, sont bien en deçà de nos populations réelles.

Plus étonnant, la proposition 6 veut interdire le droit au logement opposable (Dalo) dans les quartiers prioritaires...
SB. Oui, car ça ghettoïse nos quartiers et rajoute de la misère à la misère. Chaque année on se bat pour remettre les habitants défavorisés dans un parcours résidentiel dit « normal ». Le Dalo envoie systématiquement chez nous ces familles en difficulté (car la part de logements sociaux y est plus importante, NDLR). Il faut rétablir un équilibre et qu'elles soient accueillies dans d'autres villes, plus « riches » pour créer une mixité sociale.

Propos recueillis par FLORENCE MÉRÉO

Les propositions « phares »

Constats et propositions. Parmi les 14 émises par l'association Ville & Banlieue, celle (n° 4) d'une « renaissance citoyenne » des quartiers avec des habitants, formés, concertés et « associés le plus en amont possible à la définition du projet urbain ». Pour accentuer la « lutte contre la précarité énergétique » (n° 7), qui touche 6 millions de personnes en France, l'association veut plus d'aides pour les travaux de réhabilitation des logements. Pour « aider les quartiers vulnérables à retrouver le chemin de l'emploi » (n° 8), elle préconise aussi la reconduction des zones franches urbaines (ZFU) de 2014 à 2016 en demandant que les aides accordées dans ce cadre aux professions libérales soient plutôt

réservées « aux professionnels de santé conventionnés » pour augmenter l'offre de soins dans les quartiers. En matière de « lutte contre le décrochage scolaire » (n° 9), elle veut expérimenter le maître unique de la grande section au CEI et renforcer l'apprentissage de la langue pour les enfants, mais aussi pour leur famille. Pour une « culture qui rapproche » et une « approche sociale du sport » (n° 13 et 14), elle souhaite « développer les résidences d'artistes au cœur des quartiers » et mettre en place, entre autres, des « stratégies volontaristes en faveur du sport féminin », en conditionnant les subventions à la présence de femmes dans les activités sportives.

F.M.



la
maison
des **élus**

«Le centre de ressources des
élus socialistes et républicains»

FNESR

ASSOCIATION DES ÉLUS

Formation
Condorcet

FORMATION DES ÉLUS

Communes
de France

LA REVUE DES ÉLUS

Faire du maire la cheville ouvrière de la politique de la Ville

20 janvier 2014

« Il faut que le maire reste au centre de la politique de la ville », insiste Renaud Gauquelin, maire de Rillieux-la-Pape (Rhône), président de l'Association Ville & Banlieue, qui présentait, le 16 janvier, 14 propositions dans le cadre de la campagne des élections municipales. Les élus se sont félicités du vote du projet de loi pour la ville et la cohésion urbaine, au Sénat, la veille, dont certains points sont « très positifs », commente le président : « la montée en puissance du droit commun, la co-gouvernance, la visibilité à plus long terme et le deuxième programme de renouvellement urbain ».

L'association, qui représente les banlieues de 130 communes, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des futurs contrats de ville. Elle propose notamment de renforcer la solidarité avec les quartiers prioritaires à travers la péréquation horizontale, de mobiliser le droit commun, de faire du maire « la cheville ouvrière de la politique de la ville », de faire des habitants des coproducteurs de leur ville, de conforter l'action associative, de rééquilibrer l'habitat au sein des agglomérations, de développer la lutte contre la précarité énergétique, de renforcer les actions pour l'emploi, l'éducation, la santé, la culture et le sport, et de renforcer l'apprentissage de la langue française « pour les enfants et leurs familles ».



Prochaines formations

[Voir tous les événements](#)



Dernier n° de Communes de France

N°12 – Développement durable: les fruits de l'action – Décembre 2013 →



Unis pour Courcouronnes avec Stéphane Beaudet



SB
2014

Accueil [▼ Me connaître](#) [▼ Mes interventions](#) [▼ Galeries](#) [La presse en parle](#) [Me contacter](#)

Rechercher

JAN
22
2014

Ville et Banlieue publie 14 propositions pour les élections municipales

Actualité, La presse en parle

Mon interview au Parisien, 18 janvier 2014

Les élus de l'association Ville & Banlieue, dont j'ai l'honneur d'être vice-président, ont présenté ce jeudi 16 janvier lors d'une conférence de presse, leur contribution à la campagne des élections municipales en 14 propositions axées sur la solidarité et la démocratie, le logement et les transports, le développement économique et l'emploi, l'éducation, la santé, le sport...

Je vous invite à lire ci-dessous l'interview que j'ai donnée à cette occasion au Parisien, ainsi que les 14 propositions que nous avons formulées.

La newsletter

Prénom :

Nom :

E-mail :

Envoyer

La presse en parle...

Ville et Banlieue publie 14 propositions pour les élections municipales
Mon interview au Parisien, 18 janvier 2014

« Tout le monde doit mettre les mains dans le cambouis »

INTERVIEW Stéphane Beaudet, maire (UMP) de Courcouronnes et vice-président de l'association Ville & Banlieue qui vient d'émettre 14 propositions pour les municipales.



Ville & Banlieue demande notamment davantage d'aides pour faire fonctionner les structures et les projets, comme le busage. Ce système de bus pour éliminer les enfants des quartiers défavorisés vers les secteurs pavillonnaires a été mis en place pendant trois ans, entre 2009 et 2011, par le maire de Courcouronnes, dirigé par Stéphane Beaudet (à gauche).

la récidivent. Après leurs 120 propositions transmises aux candidats à l'élection présidentielle de 2012, les maires de l'association Ville & Banlieue viennent d'éditer leurs propositions pour les municipales. Quatorze pistes de réflexion sur le droit commun, la santé, le sport, la culture, le droit au logement qui visent à « réduire les inégalités entre les territoires », explique Stéphane Beaudet le maire (UMP) de Courcouronnes et vice-président de l'association Ville & Banlieue, qui a participé à l'élaboration du programme avec son homologue communiste de Grigny, Philippe Rio.

Qu'ont de commun les 14 propositions pour la banlieue que vous avez présentées jeudi ?
STÉPHANE BEAUBET. De ne pas défendre un pré-carré mais d'intégrer nos banlieues dans un projet global de territoire, à l'aube de l'élaboration des nouveaux contrats de ville par le ministre François Lamy. On y réaffirme qu'il faut réduire les inégalités de territoire et aborder la question de la langue, de la place du maire, de la nécessité de donner la priorité aux questions d'éducation ou de santé. Tous les maires de quartier populaire sont confrontés à la désertification médicale. Or, à Courcouronnes, pour mon projet de maison de santé, je ne bénéficie de quasiment aucune aide. Cherchez l'erreur.

Vous les cosignez avec le maire communiste de Grigny.
La banlieue dépasse les clivages politiques ?

SB. Tout le monde doit mettre les mains dans le cambouis. Avec Philippe Rio, on rencontre les mêmes difficultés. Alors, oui on a des divergences politiques, mais quand on parle éducation, culture, emploi, on a le même langage.

Vous voulez faire des habitants des « coproducteurs » de leur ville (proposition 4).
De quelle manière ?

SB. En changeant les règles de concertation. Aujourd'hui, on sent que les habitants se sentent de moins en moins concernés par des

projets qui pourtant les touchent au premier plan. Il faut les remettre au cœur en s'adaptant à eux. Dans ma ville, il y a un quartier qui s'appelle le Canal. Si j'envoie un tract sur un projet, personne ne le lira. Si j'organise une réunion publique, il y aura quatre personnes car il s'agit d'un quartier de culture orale. Alors, si on doit expliquer un chantier, on plante un barnum devant un immeuble de midi à 20 heures et on parle aux habitants, on monte une expo photo devant chez eux. Il faut être pragmatique.

Vous demandez une augmentation des fonds de solidarité. Pourtant, ceux de Grigny ont été renforcés cette année, les vôtres maintenus...

SB. Je ne dis pas que nous sommes abandonnés. Pour la rénovation urbaine, nous avons à Courcouronnes bénéficié de 70 M€ de l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru). Mais si nous avons des aides pour les investissements, celles dédiées au fonctionnement sont minimes. Construire une crèche, ce n'est pas compliqué... mais la faire fonctionner, c'est le parcours du combattant. Je faisais partie des six villes qui, en France, avaient mis en place le busage (des bus emmenaient des enfants des quartiers défavorisés vers les écoles du centre, NDLR). La première année, j'ai eu 120 000 € de subvention, la deuxième, 90 000 €, la troisième, 60 000 ! Il y a aussi un gros décalage entre les aides versées par l'Etat, liées aux chiffres Insee qui à Courcouronnes, comme à Grigny, sont bien en deçà de nos populations réelles.

Plus étonnant, la proposition 6 veut interdire le droit au logement opposable (Dalo) dans les quartiers prioritaires...

SB. Oui, car ça ghettoïse nos quartiers et rajoute de la misère à la misère. Chaque année on se bat pour remettre les habitants défavorisés dans un parcours résidentiel dit « normal ». Le Dalo envoie systématiquement chez nous ces familles en difficulté (car la part de logements sociaux y est plus importante, NDLR). Il faut rétablir un équilibre et qu'elles soient accueillies dans d'autres villes, plus « riches » pour créer une mixité sociale.

Propos recueillis par FLORENCE MÉRO

Les propositions « phares »

Constats et propositions. Parmi les 14 émis par l'association Ville & Banlieue, celle (n° 4) d'une « renaissance citoyenne » des quartiers avec des habitants, formés, concertés et associés le plus en amont possible à la définition du projet urbain ». Pour accentuer la « lutte contre la précarité énergétique » (n° 7), qui touche 6 millions de personnes en France, l'association veut plus d'aides pour les travaux de réhabilitation des logements. Pour « aider les quartiers vulnérables à retrouver le chemin de l'emploi » (n° 8), elle préconise aussi la reconduction des zones franches urbaines (ZFU) de 2014 à 2016 en demandant que les aides accordées dans ce cadre aux professions libérales soient plutôt

réservées « aux professionnels de santé conventionnés » pour augmenter l'offre de soin dans les quartiers. En matière de « lutte contre le décrochage scolaire » (n° 9), elle veut expérimenter le maître unique de la grande section au CE1 et renforcer l'apprentissage de la langue pour les enfants, mais aussi pour leur famille. Pour une « culture qui rapproche » et une « approche sociale du sport » (n° 13 et 14), elle souhaite « développer les résidences d'artistes au cœur des quartiers » et mettre en place, entre autres, des « stratégies volontaristes en faveur du sport féminin », en conditionnant les subventions à la présence de femmes dans les activités sportives.

F.M.

Le point sur...

Ville & Banlieue : "le maire au centre de la politique de la ville"

Le 16 janvier, les maires de l'association Ville & Banlieue présentaient leur "contribution à la campagne des élections municipales". Leurs 14 propositions s'adressent en réalité surtout à l'Etat. Ils revendiquent un rôle "central" pour le maire dans la mise en place des futurs contrats de ville.

"Notre grande préoccupation est que le maire reste au centre de la politique de la ville, qu'il soit en charge notamment de l'évaluation et du diagnostic", introduit Renaud Gauquelin, maire (PS) de Rillieux-la-Pape (69), banlieue de Lyon, président de l'association Ville & Banlieue, qui présentait, le 16 janvier, ses 14 propositions à l'occasion des élections municipales (cf. encadré). Alors que le projet de loi pour la ville et la cohésion urbaine venait d'être voté, la veille, au Sénat, les maires de Ville & Banlieue, association qui représente les banlieues de 130 communes, soit "environ six millions d'habitants", s'en sont félicités. Mais ils veillent à la mise en place des contrats de ville. "Il faudra veiller à conserver la discussion entre le projet de territoire et l'importance du maire, alors que se met en place une nouvelle organisation territoriale", poursuit Stéphane Beaudet, maire (UMP) de Courcouronnes (91), banlieue parisienne. L'articulation est également à surveiller entre la politique de la ville et la loi Alur, en particulier sur le volet des copropriétés dégradées, "mal-logement qui touche fortement nos territoires", relève Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny (91).

L'association insiste sur la co-construction de la politique de la ville avec les habitants "tout au long du processus", en proposant de "développer leur formation". "Les plus grands succès en matière de politique de la ville sont là où la mobilisation des habitants est la plus forte", constate Christophe Girard, adjoint (PG) au maire de Saint-Denis (93), Didier Paillard. "La co-construction peut être un élément de reconquête des urnes", estiment ces maires qui craignent une forte désaffection électorale aux prochaines municipales, soulignant que l'abstention est plus importante en cas de "désociabilisation". "Les habitants souffrent de difficultés quotidiennes renforcées, l'abstention ne traduit pas un désamour des maires", tient à préciser Philippe Rio. En ces périodes de crise, les maires sont particulièrement sollicités pour l'emploi et le logement, mais n'arrivent pas à répondre aux sollicitations. Le renforcement de la péréquation horizontale "inscrite dans la loi" reste donc une de leurs demandes fortes.

Commentant le nouveau dispositif de politique de la ville, les élus se félicitent de la "visibilité renforcée dans la durée", de la mise en place d'un deuxième programme de renouvellement urbain, de la gouvernance partagée et du renforcement du droit commun. Les élus constatent déjà certaines modifications, en particulier dans le "dialogue avec les institutions publiques", mais insistent pour renforcer les in-

terventions dans l'éducation, la sécurité, l'emploi, la santé, la culture... Philippe Girard précise qu'ils seront "très vigilants sur l'application des conventions qui ont été signées".

Marina Caetano Viellard

Les 14 propositions de Ville & Banlieue

- 1 - Solidarité avec les quartiers, à travers une progression de la péréquation (renforcement de la DSU cible, création de la dotation politique de la ville, meilleur fléchage de la dotation de solidarité communautaire, évolution du FSRIF et du FPIC).
- 2 - Mobiliser le droit commun, avec possibilité de cofinancement et une évaluation régulière.
- 3 - Faire des maires les pilotes des contrats de ville dans le cadre d'une stratégie concertée à l'échelle intercommunale.
- 4 - Renforcer la co-construction avec les habitants tout au long du processus de rénovation urbaine, et renforcer la formation.
- 5 - Conforter l'action associative et "renforcer le pouvoir de l'Acsé".
- 6 - Rééquilibrer l'habitat dans les agglomérations, notamment à travers les PLH, et en supprimant le DALO dans les quartiers prioritaires.
- 7 - Accentuer la lutte contre la précarité énergétique, en renforçant notamment la prévention et les aides.
- 8 - Se mobiliser pour l'emploi - mobiliser les emplois francs, prolonger les ZFU jusqu'en 2016, conserver une clause d'embauche locale à 50%, réserver les aides aux professionnels de santé conventionnés, renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
- 9 - Renforcer l'apprentissage de la petite enfance, redonner des moyens à la médecine scolaire, étendre les écoles de la deuxième chance.
- 10 - Renforcer l'apprentissage de la langue française pour les enfants et leurs familles et proposer à tous les enfants l'enseignement d'une langue étrangère, faisant leur place aux langues d'origine.
- 11 - Faire revenir la médecine de ville dans les quartiers - aides à l'installation, regroupements, aides fiscales...
- 12 - Renforcer la politique de prévention éducative et sanitaire.
- 13 - Sensibiliser à la culture et définir des "stratégies culturelles de territoire".
- 14 - Renforcer la place du sport dans les quartiers, en particulier le sport féminin.